



# Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
12 mai 2015  
Français  
Original : anglais

## Comité des droits de l'homme

### Communication n° 2079/2011

**Constatations adoptées par le Comité à sa 113<sup>e</sup> session  
(16 mars-2 avril 2015)**

*Communication présentée par :* Sapardurdy Khadzhiev (représenté par un conseil, Timur Misrikhanov)

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Turkménistan

*Date de la communication :* 27 mai 2009 (date de la lettre initiale)

*Références :* Décision prise par le Rapporteur spécial en application de l'article 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 8 août 2011 (non publiée sous forme de document)

*Date des constatations :* ... 1<sup>er</sup> avril 2015

*Objet :* *Habeas corpus*; procès inéquitable; torture

*Question(s) de fond :* Détention arbitraire; droit à un procès équitable; interdiction de la torture et autres traitements cruels et inhumains; protection contre les immixtions illégales dans la vie privée

*Question(s) de procédure :* Néant

*Article(s) du Pacte :* 7, 9 [par. 1), 10 (par. 1), 14 (par. 1 et 3 e) et g)] et 17 (par. 1)

*Article(s) du Protocole facultatif :* 2



## Annexe

### **Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (113<sup>e</sup> session)**

concernant la

#### **Communication n° 2079/2011\***

*Présentée par :* Sapardurdy Khadzhiev (représenté par un conseil, Timur Misrikhanov )

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Turkménistan

*Date de la communication :* 27 mai 2009 (date de la lettre initiale)

*Le Comité des droits de l'homme*, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Réuni le 1<sup>er</sup> avril 2015,*

*Ayant achevé* l'examen de la communication n° 2079/2011, présentée par Sapardurdy Khadzhiev en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Ayant tenu compte* de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

*Adopte ce qui suit :*

#### **Constatations au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif**

1. L'auteur de la communication est Sapardurdy Khadzhiev, de nationalité turkmène, né en 1959. Il affirme être victime de violations, par le Turkménistan, des droits qu'il tient de l'article 7, du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 1 de l'article 10, des paragraphes 1 et 3 e) et g) de l'article 14 et du paragraphe 1 de l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour le Turkménistan le 1<sup>er</sup> août 1997. L'auteur est représenté par un conseil, Timur Misrikhanov.

#### **Rappel des faits présentés par l'auteur**

2.1 Le 16 juin 2006, Sapardurdy Khadzhiev a été arrêté illégalement par des membres du Service des enquêtes du Ministère turkmène de la sécurité nationale et conduit au centre de détention du Ministère. Il affirme que cette arrestation n'a été officiellement enregistrée que le 18 juin 2006, soit trois jours plus tard, en violation des dispositions du Code de procédure pénale turkmène.

---

\* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la présente communication : Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Victor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujlall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

2.2 M. Khadzhiev affirme également que, le 21 juin 2006, il a été accusé d'infraction pénale grave et autorisé à rencontrer un avocat pour la première fois depuis son arrestation intervenue cinq jours auparavant, en violation des dispositions du Code de procédure pénale. Pendant ses cinq premiers jours de détention, sa famille n'a pas été informée de l'endroit où il se trouvait. En conséquence, pendant ce temps, sa famille et ses proches étaient extrêmement inquiets à son sujet et l'ont recherché en s'adressant à différents services de maintien de l'ordre, mais n'ont obtenu aucune information.

2.3 L'auteur dit qu'on lui a infligé des tortures et d'autres mauvais traitements pendant sa détention, en vue de lui extorquer des aveux. Il affirme que 11 personnes étaient détenues dans une cellule de seulement 6 mètres carrés. Ses proches n'ont pas été autorisés à lui apporter de la nourriture ou des effets personnels. On ne lui a pas donné d'eau, alors que la température de la cellule avoisinait les 50 °C. Il a également été privé de nourriture et de soins médicaux.

2.4 M. Khadzhiev soutient qu'il n'a commis aucune infraction et qu'en fait, la véritable raison de son arrestation était sa participation active aux travaux d'organisations non gouvernementales et ses propres activités en tant que défenseur des droits de l'homme. Il avait également aidé des journalistes internationaux à rédiger des articles de presse au sujet de la vie sociale au Turkménistan. À ce moment-là, sa sœur aînée travaillait pour Radio Liberty, son frère militait dans l'opposition et la femme de celui-ci défendait, elle aussi, les droits de l'homme. L'auteur dit que pour toutes ces raisons, les autorités turkmènes surveillaient ses activités de défenseur des droits de l'homme depuis longtemps lorsqu'elles ont procédé à son arrestation, n'attendant qu'une bonne occasion de passer à l'acte.

2.5 L'auteur indique qu'il a été accusé d'entente en vue d'acquisition, de vente, de stockage, de transport, de transfert ou de port illégal d'armes à feu, de munitions, d'explosifs ou d'engins explosifs, activités interdites par le paragraphe 2 de l'article 287 du Code pénal. Il indique qu'avant même qu'il ne soit accusé, les bulletins d'information télévisés et les journaux le présentaient comme un espion. De plus, l'auteur et ses proches ont été accusés de « complicité avec des services de renseignements ». L'enquêteur chargé du cas de l'auteur a ordonné à celui-ci d'avouer sa culpabilité à la télévision et d'accuser publiquement son frère (membre connu de l'opposition) et sa sœur (journaliste).

2.6 L'auteur affirme que les enquêteurs n'ont pas pu établir sa culpabilité car ils n'avaient aucune preuve contre lui. Les témoins de l'accusation n'ont fait aucune déclaration susceptible de l'incriminer, et n'étaient d'ailleurs pas en mesure d'en faire. Les témoins de la défense n'ont pas été informés de la date et du lieu des audiences et n'ont pas été interrogés pendant l'enquête préliminaire. Les audiences auraient dû être ouvertes au public mais personne n'a pu y assister. L'auteur affirme que sa famille, ses proches et des représentants de missions diplomatiques souhaitaient être présents aux audiences mais s'en sont vu refuser l'accès. L'auteur lui-même et son avocat ont subi de fortes pressions dont le but était d'amener l'auteur à avouer des infractions qu'il n'avait pas commises.

2.7 Le 25 août 2006, l'auteur a été condamné à sept ans d'emprisonnement. En prison, il a continué de subir des actes de torture et des mauvais traitements. Il indique qu'au moment où la communication a été présentée au Comité, il était encore privé de nourriture, d'eau et de soins médicaux. Il affirme également avoir été contraint d'ingérer des psychotropes. Pendant les deux premières années d'emprisonnement, il a été maintenu au secret – sa famille et ses proches ne savaient pas où il se trouvait et il a été privé du droit de recevoir leur visite et d'entretenir une correspondance avec eux. Pendant ce temps, il a tenté à de nombreuses reprises de porter plainte auprès de différentes institutions publiques, y compris le Bureau du

Procureur et le Bureau du Président du Turkménistan, mais ses requêtes et ses appels sont tous restés sans réponse.

2.8 L'auteur indique en outre qu'étant en prison, il ne peut se procurer aucun document ayant trait à l'enquête préliminaire et aux audiences qui ont suivi, et qu'il n'a pas non plus de copie des minutes du procès, ni de ses appels et de ses plaintes. Il affirme en outre que tout son courrier, celui qu'il reçoit comme celui qu'il expédie, est intercepté et censuré par l'administration de la prison<sup>1</sup>.

2.9 L'auteur affirme que l'État partie devrait cesser de le persécuter, le remettre immédiatement en liberté et lui verser ainsi qu'à sa famille une indemnisation pour le préjudice matériel et moral que leur ont causé son arrestation illégale, son procès et sa condamnation ainsi que les tortures que lui ont infligées les agents de l'État partie.

### **Teneur de la plainte**

3.1 L'auteur soutient qu'en le soumettant à des actes de torture et à des conditions inhumaines et dégradantes d'arrestation et d'emprisonnement, l'État partie a violé les droits qu'il tient de l'article 7 et du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

3.2 L'auteur soutient également que l'État partie a violé les droits qui lui sont garantis par le paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte en ce qu'il a été arrêté et détenu illégalement pendant trois jours et que ses proches n'ont pas été informés de sa détention.

3.3 L'auteur soutient en outre que l'État partie a violé son droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement, garanti par le paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. Les requêtes qu'il a adressées au tribunal pour faire appeler à la barre des témoins à décharge ont été rejetées et des pressions ont été exercées sur son avocat pour qu'il l'amène à s'avouer coupable, en violation du paragraphe 3 e) et g) de l'article 14 du Pacte.

3.4 Enfin, l'auteur soutient que les droits qui lui sont garantis par l'article 17 du Pacte ont été violés puisque les autorités de l'État partie se sont immiscées dans sa correspondance avec sa famille et ses proches et que, pendant les deux premières années de son emprisonnement, sa famille ne savait pas où il se trouvait et il ne pouvait pas communiquer avec elle.

### **Observations de l'État partie sur le fond**

4.1 Le 6 janvier 2012, l'État partie a communiqué ses observations sur le fond de la présente communication. Il affirme qu'en 2002, Sapardurdy Khadzhiev a été condamné à neuf ans d'emprisonnement en vertu de l'article 292 du Code pénal, pour possession de stupéfiants dans l'intention d'en faire le trafic. Il a été remis en liberté en 2003 sur décision du Président du Turkménistan, en application de la loi sur la grâce. Le 23 juin 2006, il a de nouveau été arrêté et accusé d'une infraction liée à la possession d'armes. Le 25 août 2006, l'auteur a été condamné à sept ans d'emprisonnement par le tribunal municipal d'Achgabat<sup>2</sup>.

4.2 L'État partie affirme que M. Khadzhiev a été placé dans un « établissement correctionnel spécialisé », BK-K/6, dans la ville d'Akdash (région des Balkan). Les

---

<sup>1</sup> Le 17 janvier 2012, le Comité a demandé à l'État partie de lui fournir des documents concernant cette affaire, notamment une copie des décisions rendues par le Bureau du Procureur et le tribunal municipal d'Achgabat ainsi que des minutes du procès et de « tout autre document ayant trait au cas de Sapardurdy Khadzhiev ».

<sup>2</sup> Dans des réponses complémentaires datées du 11 juin 2012, l'État partie cite des extraits de son Code pénal et plus particulièrement le texte des articles 185, 220, 228, 287 et 292.

registres montrent que, pendant son séjour dans cet établissement, il a reçu 11 visites de ses proches et 15 livraisons de colis alimentaires. Il s'est également adressé au service médical de l'établissement pénitentiaire six fois. L'État partie indique que l'état de santé de l'auteur est « satisfaisant », sans donner plus de détails, et qu'il « bénéficie de tous les droits et de toutes les possibilités accordés aux personnes de sa catégorie ».

4.3 L'État partie affirme également que les informations fournies par l'auteur, qui accuse les policiers de « détention illégale » et de « comportement répréhensible », n'ont pas été confirmées.

#### **Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie concernant le fond**

5.1 Le 9 avril 2012, M. Khadzhiev a fait part de ses commentaires sur les observations de l'État partie concernant le fond de la communication. Il a relevé qu'au lieu de fournir des réponses précises, l'État partie tentait d'attirer l'attention sur des faits sans importance. Par exemple, il affirme qu'il a d'abord été accusé d'espionnage, mais qu'ensuite il a été accusé et reconnu coupable de possession de plusieurs cartouches de balles. L'auteur réaffirme que l'État partie a organisé une persécution contre lui à cause de ses opinions politiques et parce que ses proches sont des membres bien connus de l'opposition.

5.2 L'auteur fait observer que l'État partie n'a pas accédé à la demande du Comité qui réclamait des documents ayant trait à l'affaire le concernant, et réaffirme que lui-même n'a pas accès à ces documents. Il ajoute que c'est uniquement grâce à la pression exercée par la communauté internationale qu'il a été autorisé à revoir ses proches pour la première fois, ce qui n'a été possible qu'à la fin d'août 2007. Les affirmations de l'État partie concernant le nombre de visites qu'il a été autorisé à recevoir de ses proches ne correspondent pas à la réalité. Après avoir soumis la présente plainte au Comité, l'auteur n'a pu rencontrer ses proches qu'une fois. De plus, ils n'ont été autorisés à lui envoyer de la nourriture que trois fois. À compter de 2007, et pendant quatre ans, l'auteur n'a bénéficié de soins médicaux que deux fois, alors qu'il se plaignait de problèmes cardiaques et de troubles organiques.

5.3 L'auteur affirme en outre que l'administration de la prison continue de le priver de son droit de recevoir et d'envoyer du courrier et d'avoir accès à des journaux et magazines et à la télévision. Ses proches continuent de faire l'objet de pressions psychologiques qui visent à les convaincre de ne plus adresser de plaintes aux organisations internationales et de fournir à l'État partie une lettre déclarant qu'ils peuvent librement rendre visite à l'auteur<sup>3</sup>.

5.4 Le 6 juillet 2012, à propos des extraits du Code pénal turkmène cités par l'État partie, l'auteur réaffirme sa position et soutient que l'État partie a délibérément évité de répondre aux questions de fond soulevées dans la communication. Il affirme également que les forces de l'ordre n'avaient aucune preuve de sa culpabilité et qu'il est actuellement détenu illégalement<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> Le 28 avril 2012, le Comité, par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, a demandé à l'État partie de s'abstenir de « toute pression, intimidation ou mesure de représailles contre l'auteur » en lien avec la présente communication.

<sup>4</sup> Le conseil de l'auteur a confirmé la remise en liberté de celui-ci dans sa lettre datée du 12 décembre 2013, mais a toutefois souligné que l'auteur n'avait été gracié que trois mois avant la date d'expiration normale de sa peine d'emprisonnement.

### Observations complémentaires de l'État partie

6.1 Dans une note verbale datée du 24 septembre 2012, l'État partie indique que, conformément à l'article 433 du Code de procédure pénale, toute personne reconnue coupable reçoit copie de sa condamnation « cinq jours au plus tard » après que le tribunal a prononcé la déclaration de culpabilité. La condamnation prononcée à l'encontre de M. Khadzhiev étant fondée sur la loi, il en a reçu une copie<sup>5</sup>.

6.2 Le 18 mars 2013, l'État partie réaffirme que dans les établissements pénitentiaires tous les détenus reçoivent « une nourriture suffisante et de l'eau potable » et ont accès aux soins médicaux. Il ajoute que, le 15 février 2013, le Président du Turkménistan a accordé une grâce à Sapardurdy Khadzhiev. C'est ainsi que M. Khadzhiev a été remis en liberté<sup>6</sup>.

### Délibérations du Comité

#### *Examen de la recevabilité*

7.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 Concernant l'épuisement des recours internes, le Comité relève que l'État partie l'a informé que la Cour suprême du Turkménistan avait débouté l'auteur le 20 septembre 2006. L'État partie ne conteste donc pas la recevabilité de la communication sur cette base. Dans ces circonstances, le Comité estime que les dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif ne font pas obstacle à l'examen de la communication.

7.4 Pour ce qui est de la violation présumée des paragraphes 1 et 3 e) de l'article 14 du Pacte, le Comité observe que l'État partie n'a pas expressément réfuté les allégations de l'auteur. Il considère toutefois que les informations figurant dans le dossier à propos de ces allégations sont très limitées. Il relève, par exemple, que l'auteur n'a pas précisé quels témoins à décharge avaient été empêchés de comparaître à l'audience. L'auteur n'a pas non plus indiqué s'il avait été présenté ou non à un juge pour faire vérifier la légalité de sa détention. En conséquence, et en l'absence de toute autre information pertinente dans le dossier, le Comité considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ces allégations aux fins de la recevabilité. Par conséquent, il déclare cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.5 Le Comité considère que les autres griefs de l'auteur, qui soulèvent des questions au regard de l'article 7, du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 1 de l'article 10 et du paragraphe 1 de l'article 17 du Pacte, ont été suffisamment étayés aux fins de la recevabilité. Il déclare donc cette partie de la communication recevable et procède à son examen quant au fond.

<sup>5</sup> L'État partie ne donne aucun autre détail sur ce point.

<sup>6</sup> Dans une réponse complémentaire datée du 17 mars 2014, l'État partie réaffirme que l'auteur a été remis en liberté en vertu de la grâce présidentielle. Il ajoute que le recours formé par l'auteur a été examiné par la Cour suprême du Turkménistan, qui l'a rejeté le 20 septembre 2006.

*Examen au fond*

8.1 Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité des droits de l'homme a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations que lui ont communiquées les parties.

8.2 Le Comité prend note, tout d'abord, des allégations de l'auteur qui affirme que des tortures et des mauvais traitements lui ont été infligés après son arrestation et que des pressions ont été exercées sur lui-même et son avocat pour tenter de le contraindre à avouer des infractions qu'il n'avait pas commises. Le Comité relève également que l'État partie n'a pas communiqué d'observations précises à propos des allégations de torture et de mauvais traitements formulées par l'auteur mais s'est borné à dire, sans fournir d'autres informations ou éléments de preuve à l'appui de son affirmation, que le « comportement répréhensible » à l'égard de l'auteur n'avait pas été confirmé.

8.3 Le Comité rappelle que la charge de la preuve ne peut incomber uniquement à l'auteur de la communication, d'autant que l'auteur et l'État partie n'ont pas toujours un accès égal aux éléments de preuve et que, souvent, seul l'État partie dispose des renseignements nécessaires<sup>7</sup>. Il ressort implicitement du paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole facultatif que l'État partie est tenu d'enquêter de bonne foi sur toutes les allégations de violation du Pacte formulées contre lui et ses représentants, et de transmettre au Comité les informations qu'il détient. Dans les cas où l'auteur a communiqué à l'État partie des allégations corroborées par des témoignages sérieux et où tout éclaircissement supplémentaire dépend de renseignements que l'État partie est seul à détenir, le Comité peut estimer ces allégations fondées si l'État partie ne les réfute pas en apportant des preuves et des explications satisfaisantes<sup>8</sup>.

8.4 Le Comité rappelle également qu'un État partie est responsable de la sécurité de toute personne placée en détention et que, lorsque l'auteur d'une communication affirme avoir subi des tortures ou des mauvais traitements, il incombe à l'État partie de produire des éléments de preuve pour réfuter ces allégations. De plus, dès lors qu'une plainte concernant des mauvais traitements prohibés par les dispositions de l'article 7 du Pacte a été déposée, elle doit faire l'objet d'une enquête rapide et impartiale de la part des autorités de l'État partie. Si une enquête révèle la violation de certains droits reconnus par le Pacte, l'État partie doit veiller à ce que les responsables soient traduits en justice<sup>9</sup>.

8.5 Le Comité relève par ailleurs que, bien qu'il ait réclamé plusieurs fois des documents ayant trait à la présente communication, l'État partie ne les lui a pas fournis. L'État partie n'a donné aucune information concernant toute investigation qui aurait été effectuée par les autorités, aussi bien dans le cadre de l'enquête pénale que dans celui de la présente communication, en vue de répondre sur le fond aux allégations précises et détaillées de l'auteur relatives aux mauvais traitements qui lui auraient été infligés en vue de lui extorquer des aveux. De plus, l'État partie n'a fourni au Comité ni les minutes du procès ni les copies des plaintes que l'auteur avait adressées au Bureau du Procureur et au tribunal municipal d'Achgabat, bien qu'il ait été expressément prié de le faire par le Comité. Dans ces circonstances, et en l'absence d'information sur la conduite d'une enquête « rapide et impartiale » sur les

<sup>7</sup> Communications n° 1422/2005, *El Hassy c. Jamahiriya arabe libyenne*, constatations adoptées le 24 octobre 2007, par. 6.7; n° 1297/2004, *Medjnoune c. Algérie*, constatations adoptées le 14 juillet 2006, par. 8.3; et n° 1804/2008, *Il Khwildy c. Libye*, constatations adoptées le 1<sup>er</sup> novembre 2012, par. 7.2.

<sup>8</sup> Voir, entre autres, la communication n° 1776/2008, *Bashasha et Bashasha c. Jamahiriya arabe libyenne*, constatations adoptées le 20 octobre 2010, par. 7.2.

<sup>9</sup> Voir, entre autres, la communication n° 1225/2003, *Eshonov c. Fédération de Russie*, constatations adoptées le 22 juillet 2010, par. 9.8; et l'observation générale n° 31 (2004) du Comité des droits de l'homme sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, par. 18.

allégations de torture formulées par l'auteur, le Comité décide d'accorder le crédit voulu à ces allégations, qui ont été suffisamment étayées. En conséquence, il conclut que les faits dont il est saisi font apparaître une violation des droits que tient l'auteur de l'article 7 et du paragraphe 3 g) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

8.6 Le Comité prend note en outre des griefs de l'auteur selon lesquels les droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 9 ont également été violés puisqu'il a été détenu illégalement durant trois jours, du 16 au 18 juin 2006, en violation des dispositions du Code de procédure pénale turkmène. Il a été maintenu en détention jusqu'au 18 juin 2006 sans pouvoir engager la moindre procédure juridique pour contester son arrestation et la légalité de sa détention et sans que sa famille ait été informée du lieu où il se trouvait. En l'absence de toute explication utile de la part de l'État partie, le Comité décide d'accorder le crédit voulu aux allégations de l'auteur. En conséquence, il conclut que les droits garantis à l'auteur par le paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte ont également été violés.

8.7 Étant parvenu à une conclusion à propos de la violation des droits garantis à l'auteur par l'article 7 du Pacte, le Comité décide de ne pas examiner séparément les griefs soulevés au titre du paragraphe 1 de l'article 10.

8.8 Le Comité prend note enfin des allégations de l'auteur qui affirme avoir été privé de son droit de voir sa famille et ses proches lorsqu'il était en prison et d'entretenir une correspondance avec eux. Le Comité renvoie à sa jurisprudence et rappelle que les détenus doivent être autorisés, sous la surveillance nécessaire, à communiquer avec leur famille et ceux de leurs amis auxquels on peut faire confiance, à intervalles réguliers et sans interférence<sup>10</sup>, comme le dispose l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus<sup>11</sup>, qui prévoit également une communication « tant par correspondance qu'en recevant des visites » (voir la règle 37). Notant que l'État partie n'a pas spécifiquement réfuté les allégations de l'auteur concernant ses deux premières années d'emprisonnement, le Comité conclut que les faits dont il est saisi font apparaître une violation des droits que tient l'auteur du paragraphe 1 de l'article 17 du Pacte.

9. Le Comité des droits de l'homme, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, constate que les faits dont il est saisi font apparaître une violation par l'État partie de l'article 7, du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 3 g) de l'article 14 et du paragraphe 1 de l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

10. Conformément au paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, l'État partie est tenu d'assurer à Sapardurdy Khadzhiev un recours utile, et notamment: a) de faire procéder à une enquête approfondie et rigoureuse sur la détention provisoire de l'auteur et l'emprisonnement qui a suivi; b) de communiquer à l'auteur des informations détaillées sur les résultats de l'enquête; c) de poursuivre, juger et, s'ils sont reconnus coupables, sanctionner les responsables des violations commises; et d) d'accorder à l'auteur une réparation adéquate, y compris une indemnisation, pour les violations subies. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas.

<sup>10</sup> Voir la communication n° 74/1980, *Estrella c. Uruguay*, constatations adoptées le 29 mars 1983, par. 9.2.

<sup>11</sup> Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Genève (Suisse) en 1955, et approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 1 mai 1977.

11. Étant donné qu'en adhérant au Protocole facultatif, l'État partie a reconnu que le Comité a compétence pour déterminer s'il y a ou non violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits reconnus dans le Pacte et à assurer un recours utile lorsqu'une violation a été établie, le Comité souhaite recevoir de l'État partie, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet aux présentes constatations. L'État partie est invité en outre à rendre celles-ci publiques et à les diffuser largement.

---